

un avenir rapproché. Je n'ai pas le droit de blâmer ces nations de ce qui s'est produit dans le passé mais, encore une fois, il nous faut faire face à la réalité. Nous voyons ce qui se passe à l'heure actuelle en Indochine et dans les possessions hollandaises et dans les autres parties du monde. Vous ne pouvez subjuguier pour toujours 750 millions d'âmes. J'apprécie sincèrement ce que l'honorable député de Rosetown-Biggar a dit cet après-midi au sujet d'un homme d'Etat ou d'un homme politique hindou...

M. COLDWELL: Un homme d'Etat.

M. BRADETTE: ...qui, dit-il, ne le cédait en rien à tout autre homme d'Etat présent à San-Francisco. Voilà des questions que le Parlement canadien et la nation canadienne ne doivent pas oublier. Je fais part à la Chambre des vues de mes propres commentants: des mineurs travaillant dans les mines, des bûcherons travaillant dans les forêts du nord de l'Ontario, des cultivateurs et des colons dans la zone argileuse du nord, des hommes de profession, en un mot toutes les classes de la société. J'exprime leurs sentiments, leurs aspirations et leurs espoirs, ainsi que leurs craintes à l'égard de la prochaine conférence de la paix. Naturellement, l'idée désuète du système colonial répugne aux Canadiens. Quoique traiterait un Canadien de colonial provoquerait une immédiate et terrible réaction. Nous croyons dans notre for intérieur que ce principe devrait disparaître de la surface du globe, que tous les peuples devraient se gouverner eux-mêmes. Je n'irai pas jusqu'à dire que les petites nations ou des groupes—qu'il ne serait pas juste d'appeler des nations arriérées—devraient peut-être se laisser guider par les grandes nations. Cela peut être nécessaire pour un certain temps, en certaines circonstances. Une petite nation pourrait être placée sous mandat pour un certain nombre d'années, et cela pour sa propre protection naturelle matérielle. Toutefois, nous avons oublié, lors de ces conférences les promesses de liberté que nous avions faites, et nous nous sommes efforcés de l'oublier à la conférence de San-Francisco. Nous n'avons pas voulu envisager une telle situation, qui devra surgir tôt ou tard, ainsi que les obligations qui en découlent.

Il y a autre chose. Quelque espoir que nous ayons entretenu au début de la guerre et au cours du conflit, les grandes nations veulent garder leurs privilèges traditionnels. La conférence de San-Francisco a révélé une fois de plus qu'elle restera fidèle à la tradition du passé. Bien des signes l'ont démontré. Nous avons eu des preuves tangibles du fait inéluctable que les puissantes nations ne renoncent à leurs conquêtes que si elles subissent une

défaite. Cela a mis en lumière l'aspect odieux de la mentalité des puissants qui ne peuvent se résoudre à se désister au moment opportun.

Je sais que mes remarques sont plutôt âpres, mais elles sont nécessaires. Je n'éprouve aucun plaisir à les faire, mais je sais que les faits existent. Je sais que des millions de vies ont été sacrifiées, et que le monde lassé a traversé une tourmente et qu'il a été bien près de l'anéantissement au cours des cinq dernières années. Les nations, grandes ou petites, devraient maintenant consentir à faire des sacrifices pour le bien de tout le monde civilisé. La jalousie, la crainte et les habitudes enracinées se sont manifestées dans une large mesure. Les grandes puissances ont eu des divergences pour des motifs insignifiants. De grandes manchettes ont paru dans les journaux de la Grande-Bretagne et du Canada, et nous avons craint que les représentants de l'Union soviétique ne fassent échouer la conférence, en se retirant.

Toutefois, et ce fait est tout à leur honneur, ils ont continué à prendre part à la conférence. Je crois qu'ils veulent la paix. Nul pays, ni la Russie ni aucun autre, par la volonté de son gouvernement ou de sa population, n'osera jamais déclencher une nouvelle guerre. La Russie n'oserait pas prendre la responsabilité de provoquer une guerre à laquelle elle devrait participer.

Je désire maintenant dire quelques mots de notre délégation et je voudrais ajouter encore une note d'éloge pour l'œuvre qu'elle a accomplie. Cependant, en se rendant à la conférence de San-Francisco, nos représentants ont dû éprouver une sensation de malaise car il s'agissait en réalité d'une conférence des grandes puissances. Il est vrai qu'on y a invité les Etats de second rang, mais il suffit de lire les discours de nos propres délégués, ou celui de M. Forde, d'Australie, ou celui de M. Evatt, pour savoir à quoi s'en tenir. M. Evatt a combattu, tant et plus, comme l'a fait également M. Fraser, premier ministre de la Nouvelle-Zélande, pour que soient reconnues les parties constituantes de l'Empire britannique. Les personnages dont j'ai fait mention, les délégués dont j'ai parlé, nos gens savaient quelle était la situation. Je désire leur faire part de mes sincères remerciements et de mon admiration pour le travail qu'ils ont accompli.

Comme je viens de le dire, la délégation canadienne n'est pas allée là-bas les mains vides. Elle était animée du plus grand désintéressement, elle n'avait aucune réclamation à faire pour notre compte. Nous ne désirions de concessions ni dans le Pacifique ni dans l'Atlantique. Nous étions satisfaits de conserver dans son intégrité le territoire cana-

[M. Bradette.]